



Cliquer pour
agrandir
4,6 €

La gestion de l'eau en France (n.2900)

Problèmes économiques
La Documentation française

Défis de la politique de l'eau en France, regard sur les entreprises du secteur, prix de l'eau. Un recueil d'articles pour une approche plurielle de cette question fondamentale, au cœur des préoccupations environnementales.

Problèmes économiques

N° 2.900

24 mai 2006

DOSSIER : La gestion de l'eau en France

La politique de l'eau, une perspective française

Rapport au Premier ministre et au ministre de l'Écologie et du Développement Durable

Jean-Claude Flory

La politique française de l'eau doit aujourd'hui faire face à de nouveaux défis liés non seulement à la réglementation européenne (application de la directive-cadre européenne sur l'eau fondant les engagements de l'Etat non plus sur des obligations de moyens mais de résultats), mais également nationale (par exemple, la Charte de l'environnement et la relance de la décentralisation). L'auteur illustre dans ce contexte les postulats du système actuel - une politique très décentralisée, basée sur le principe de la couverture du coût de l'eau par son prix et centrée sur la thématique de la lutte contre la pollution - et explique l'organisation territoriale, progressivement mise en place depuis 40 ans (niveaux européen, national, bassin/distinct et commune). Cette analyse est complétée par la présentation de quelques exemples européens de taxes et de redevances sur l'eau.

Un prix de l'eau encore peu compréhensible

Cour des Comptes

La Cour des comptes a étudié pour la période 1995-2002 la gestion des services publics d'eau et d'assainissement de plus de 200 communes et établissements publics intercommunaux. En ce qui concerne le prix de l'eau, la Cour constate d'abord l'existence d'écarts très importants (de 1 à 4 d'une commune à l'autre), sans que les raisons de telles disparités soient parfaitement claires. En comparant gestion directe et gestion déléguée de l'eau, la Cour observe ensuite que le principe de l'équilibre budgétaire du système de régie permet uniquement le financement des investissements déjà inscrits au budget, et que l'existence d'une comptabilité analytique ou d'un contrôle de gestion est trop rare, ce qui entraîne fréquemment la majoration du prix de l'eau par des charges indues. Du côté de la délégation, le prix est affecté notamment par diverses clauses défavorables aux usagers.

L'effet de la délégation sur le prix de l'eau potable

INRA - Sciences sociales

Alain Carpentier, Céline Nauges, Arnaud Reynaud et Alban Thomas

Dans un peu plus de la moitié des communes françaises, la gestion de l'eau est déléguée à des entreprises privées. L'argument principal en faveur de ce choix - et contre la gestion en régie publique - est la recherche d'une plus grande efficacité technique et économique, notamment grâce à la mutualisation des activités de recherche et développement, ainsi que des achats de matières premières ou des équipements au sein des groupes auxquels les délégataires appartiennent. Les auteurs analysent l'incidence de ce choix sur le niveau des prix des services d'eau potable en France. Leurs résultats révèlent un écart positif entre la délégation et la régie, qui s'explique notamment par les conditions d'exploitation des services. En effet, les communes ont tendance à choisir la gestion privée si elles font face à des conditions d'exploitation plus difficiles.

L'efficacité relative du type de propriété dans le secteur de l'eau

Economia internazionale

Maurizio Conti

Le débat sur l'efficacité des services publics est ancien et il n'a pas épargné le secteur de l'eau. Si, sur le plan théorique, il existe un certain consensus quant à la plus grande efficacité des entreprises privées, cette hypothèse est moins patente quand ces dernières sont en charge d'un service public. Sur le plan empirique, trente ans de recherche avec des techniques très diverses n'ont pas donné raison à l'une ou l'autre des hypothèses. Les travaux se partagent plutôt à part presque égales entre ceux qui concluent à la plus grande efficacité des opérateurs publics et ceux qui constatent l'inverse. Ce résultat semble donc aller à l'encontre de l'hypothèse selon laquelle les opérateurs privés dans les services d'eau sont plus efficaces. Dès lors, si le type de propriété n'est pas un élément décisif, l'attention des responsables politiques devrait se focaliser davantage sur d'autres aspects, comme la réglementation en vigueur ou le niveau de concentration et de concurrence dans le secteur.

L'eau, un domaine d'excellence pour les entreprises françaises

Responsabilité et environnement - Annales des Mines

Claude Camilleri

Si l'eau est un produit banal pour le grand public, il ne l'est pas pour les entreprises françaises qui détiennent dans ce secteur une position de leadership. Le progrès technologique constitue leur atout majeur et a permis le développement de leur marché national et la conquête de nombreux marchés à l'étranger. Ces succès ont été rendus possibles par la large place laissée à la délégation privée, ainsi que par la création de groupes puissants, capables d'offrir un service complet et d'engager les efforts nécessaires de recherche et développement. Ces succès sont aujourd'hui menacés et les marges des entreprises se réduisent. Deux raisons sont, selon l'auteur, à l'origine de cette tendance : d'une part, l'augmentation du coût de l'offre en raison de cahiers des charges de plus en plus lourds et, d'autre part, certains aspects du nouveau Code des marchés.

EGALEMENT DANS CE NUMERO

ECONOMIE ET SECURITE

Quel rôle pour le secteur privé ?

Politique étrangère

Alyson J. K. Bailes et Caroline Holmqvist

L'interpénétration entre sphères économique et de sécurité semblait jusqu'à la guerre froide avoir quelque peu perdu de son évidence. Mais des événements récents comme les attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis ou des évolutions comme la privatisation croissante de certaines activités militaires montrent de nouveau, qu'en matière de défense et de sécurité, l'interdépendance des secteurs public et privé est une réalité incontournable. Si les Etats continuent d'exercer dans ces domaines une fonction de nature régaliennne fondamentale, les entreprises ont désormais également, à côté des gouvernements et des institutions internationales, un rôle essentiel à jouer dans la gestion des problèmes liés à la sécurité.

UNION EUROPEENNE

Europe de la défense : le mythe du passager clandestin

Ecodef-Le bulletin de l'économie de la défense

Martial Foucault

Au niveau national, les préférences collectives en matière de défense sont révélées par l'impôt. Ce n'est pas le cas au niveau européen. Chaque État ayant sa propre perception des menaces internationales, la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) repose sur des décisions prises au niveau national et le financement de la politique commune n'est pas optimal. Ainsi, alors que tout porte à croire que les États auront une forte propension à adopter un comportement de " passager clandestin ", les recherches de l'auteur aboutissent à un résultat autrement plus mitigé, notamment en raison de la présence de bénéfices privés incitant les pays à coopérer.

MONDIALISATION

Le dilemme de la mondialisation, une perspective allemande

Economie internationale

Hans-Werner Sinn

La globalisation procure des gains, mais elle occasionne également des perdants. Dans les pays industrialisés - suite à la disparition des avantages comparatifs et à la convergence du prix des facteurs - une partie des salariés fait partie de ces perdants. L'Etat-providence est tenté d'intervenir, mais son action peut amplifier les difficultés. Ainsi, le paiement de revenus de substitution rend les salaires plus rigides et les impôts nécessaires pour financer ces aides peuvent difficilement être prélevés sur les facteurs les plus mobiles. La sortie de ce dilemme est délicate. Le versement de salaires subventionnés et l'encouragement de l'épargne privée pourraient représenter des solutions possibles selon l'auteur.

Année d'édition : 2006 48 pages, 21x27 cm
Réf. : 3303332029006 ISSN : 0032-9304